



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP / VOIRIE REF : FRS REF : 230820	OBJET : PROROGATION DE L'AUTORISATION DE VOIRIE VOI-AV-2024-00275 IMPASSE JUVENAL A compter du 29/05/2024 au 31/05/2024
--	--

Le Maire de la ville de NIMES,
Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2122-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L 115-1, L 141-10, L 141-11, et L 141-12,

Vu Le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I -8ème partie – signalisation temporaire, approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté de voirie n°VOI-AV-2024-00275 portant stationnement de véhicule(s) de chantier

Vu la demande de prorogation de l'entreprise IMC RESEAUX

Vu la demande en date du 17/01/2024 par laquelle IMC RESEAUX demeurant 316 Chemin de Galicante ZA de Galicante 30128 GARONS représentée par Madame Sonia DJELLOUL demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public

- stationnement de véhicule(s) de chantier, IMPASSE JUVENAL, de CARSELADE jusqu'au 129

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Considérant que les travaux Stationnement effectués par IMC RESEAUX ne sont pas terminés, il y a lieu de maintenir les restrictions de stationnement et de la circulation telles que prévues à l'arrêté n° VOI-AV-2024-00275 sur la voie IMPASSE JUVENAL, de CARSELADE jusqu'au 129

ARRÊTE

ARTICLE 1 Les dispositions de l'arrêté n°VOI-AV-2024-00275 sont prorogées du 29 mai 2024 au 31 mai 2024 inclus.

Le stationnement et la circulation seront temporairement réglementés sur la Voie IMPASSE JUVENAL, de CARSELADE jusqu'au 129 dans les conditions définies à l'arrêté précité. Cette réglementation sera applicable jusqu'au terme de la présente prorogation.

ARTICLE 2 Ces règles de circulation et de stationnement seront signalées aux usagers par des panneaux convenablement placés, conformément aux dispositions du livre I, huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. La signalisation réglementaire sera à la charge du pétitionnaire qui sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de jour comme de nuit.

ARTICLE 3

L'arrêté initial donnant les prescriptions est affiché sur les lieux durant toute la durée de l'autorisation. Le présent acte fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

ARTICLE 4 M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés, l'entreprise(s) ou la personne chargée des travaux, le bénéficiaire, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*